

Sommaire

Editorial

Situation de la sécurité alimentaire

Les indicateurs macro-économiques.....2

La situation du pays.....3

Nous avons rencontré pour vous:

Projet PPI.....7

Sujet du jour : L'alerte précoce

Prévenir pour guérir.....8

Matière à réflexion

Si tu n'étais pas...9

Le saviez-vous?

Activités et événements du trimestre12



Rédaction:

Danielle AVIN
Myrtho JOSEPH
Douby EXANTUS
Gary MATHIEU
Jean André VICTOR
Projet PPI

Edition: CNSA

Dépôt légal # 03-05-146



Ce document a été réalisé avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de la CNSA et

ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

No. 3
Avril-Juin 2003

Editorial

Les trois mois qui se sont écoulés depuis notre dernier bulletin de conjoncture ont montré une nature un peu plus clémente, les conditions climatiques surtout au cours du mois d'avril ayant été nettement plus favorables que lors du trimestre précédent. Cet allègement de la situation –climatique- a permis seulement de confirmer ce que nous savons tous déjà : les problèmes de sécurité alimentaire sont tout autant et nous dirions même beaucoup plus structurels que conjoncturels.

Sur le plan de la production alimentaire, les futures récoltes sont malgré tout compromises par divers problèmes techniques, insuffisante disponibilité d'engrais, de semences de bonne qualité, humains -main d'œuvre agricole insuffisante!-, socio-économiques et de revenus -entraînant la décapitalisation des producteurs-. Nous nous rendons compte une fois de plus de l'importance critique de l'accessibilité économique aux aliments qui est d'ailleurs liée essentiellement au problème de pauvreté en Haïti. Cette faible possibilité globale d'accès aux aliments aura un impact aussi bien sur les familles déjà en dessous de la ligne de pauvreté que sur celles n'ayant pas franchi cette ligne. La ligne de pauvreté agit d'ailleurs à la façon d'un cercle vicieux : une fois franchie, il est difficile de retourner à la situation en-dessus.

L'article de fond sur l'analyse de la sécurité alimentaire vous permettra d'apprécier l'influence des facteurs tant structurels que conjoncturels sur celle-ci. Notre deuxième article de fond pour ce bulletin présente les efforts en train d'être accomplis pour la mise sur pied d'un Système national d'Alerte Précoce en nous appuyant sur un système existant déjà depuis plusieurs années dans le Nord-Ouest. Celui-ci fonctionne sur une base de partenariat entre plusieurs institutions. L'existence d'un système d'alerte efficient permettra à toutes les autorités –étatiques ou civiles- de prévenir plus facilement ce qui limitera les plaies à guérir. Enfin dans ce numéro vous allez faire connaissance plus étroitement avec un partenaire étatique aux actions vraiment intéressantes : le projet de Réhabilitation des Petits Périmètres Irrigués (PPI).

Très chers lecteurs, très chères lectrices, nous vous souhaitons une bonne lecture de notre troisième numéro du bulletin de conjoncture et nous vous souhaitons également un été le plus agréable possible. ■

La Coordonnatrice



Les indicateurs macro-économiques et Sécurité Alimentaire

L'analyse des indicateurs macro-économiques permet d'apprécier l'évolution des conditions de sécurité alimentaire tout en favorisant la prise de décision.

Eléments de Méthodologie

Les indicateurs macro-économiques retenus sont ceux qui influencent de près ou de loin la sécurité alimentaire. Au cours de ce trimestre, à partir des informations disponibles, nous mettons l'accent sur :

- o Les niveaux d'inflation générale
- o Les fluctuations du taux de change
- o Les coûts du transport
- o L'accroissement des prix des produits alimentaires

Dans le cadre de cette analyse, il sera fait d'une part, des comparaisons entre les valeurs mensuelles et trimestrielles (MT1 et MT2) des variables et d'autre part entre les données de l'année précédente et celles observées à la même époque cette année.

Evolution Générale des Indicateurs Macro-économiques Retenus

Le tableau No1 présente l'évolution des indicateurs retenus pour les trimestres considérés.

Indicateurs/ Date	Jan-03	Fev-03	Mar-03	MT1	Avr-03	Mai-03	Juin-03	MT2
Inflation Générale	28.88	33.25	36.96	33.03	39.25	40.57		39.91
% mensuelle	12.98	4.15	3.72	6.95	2.65	2.61		2.63
Inflation dans le Secteur Transport	76.27	108.01	110.24	98.23	113.34	111.14		112.24
% mensuelle	61.15	18.07	1.16	26.79	1.40	-0.38		0.51
Inflation dans le Secteur alimentaire	26.31	28.43	32.29	29.01	35.87	37.90		36.89
% mensuelle	9.65	2.92	3.71	5.43	3.62	2.62		3.12
Dévaluation (nov. 96 =100)	257.25	295.57	286.81	279.88	254.47	271.06	271.66	265.63
Prix d'1 \$	36.43	45.25	43.91	41.86	38.91	41.50	41.59	40.67

Source : CNSA, d'après MEF/IHSI et BRH
(MT1 et MT2 sont respectivement les évolutions moyennes des indicateurs pour les périodes de janvier-mars et avril -juin)

Malgré qu'on n'ait pas pu avoir les données pour le mois de juin, on a constaté une tendance générale à la hausse du taux d'inflation du trimestre de cette année par rapport à celui de l'année dernière.

Analyse Générale et Sectorielle

Inflation générale

Durant, le trimestre avril-juin 2003 les prix ont accusé une tendance à la hausse. L'inflation générale ne s'est pas figée malgré un certain contrôle de la décote de la gourde et une apparente accalmie politique. Le taux moyen trimestriel est passé de 33.03 % à 39.91 % au cours du trimestre avril-juin avec un niveau record en mai (40.57 %). L'année précédente, à la même époque, le taux moyen trimestriel d'inflation était de 8.43%. Cependant, nous observons depuis février 2003, une décélération de l'inflation. Toutefois, la situation générale traduit bien le dicton national : « **En Haïti, l'augmentation des prix est toujours irréversible** » .

Transport

Au cours du mois d'avril, les coûts du transport ont poursuivi la hausse fulgurante amorcée dès le mois de janvier 2003. Ils sont passés de 76.27 % à 110.24 % en mars 2003, ce qui donne un taux moyen trimestriel d'inflation dans le secteur du transport de 98.23 %. Le taux du mois d'avril est de 113.34 % et celui du mois de mai a connu une légère baisse par rapport au mois précédent 111.14 %. Le taux moyen pour ce trimestre est 112.23% contre un taux de 5.77% à cette même époque de l'année précédente. L'effrètement de prix à la pompe, à deux reprises en mai et en juin 2003, a été sans doute à la base de cette baisse. En effet, la variation mensuelle au cours de ce trimestre est assez modérée. Comme le transport rentre dans la composition du prix des produits, on devrait enregistrer une baisse des prix des différents biens et services.

Taux de change (le prix de la gourde)

Après avoir enregistré un taux record en février (45.25 gourdes), le dollar est parti à la baisse, 43.91 gourdes en mars, 38.91 gourdes en avril. Mais à partir du mois de mai, il a réamorcé une hausse, soit 41.50 gourdes. Cependant, pour le trimestre avril-juin, les prix se sont plus ou moins stabilisés, soit 40.67 gourdes pour un dollar contre 28.85 gourdes en 2002 à la même période . La moyenne trimestrielle est restée inférieure à celle du trimestre janvier/mars 2003, soit une décroissance de 4.8 %.

Inflation alimentaire

Malgré une baisse des taux de change observés depuis le mois de mars et en dépit d'une baisse des prix du transport observée depuis le mois de mai il n'y a pas eu de répercussion au niveau des prix des produits alimentaires. Le niveau d'inflation dans le secteur alimentaire pour les trimestres janvier-mars et avril-juin est passé de 29.01 % à 36.89 %. Il y a eu certes, une décélération du taux de croissance des prix alimentaires, mais ils restent quand même élevés en comparaison avec ceux de ce même trimestre l'année dernière (8.86 %), une situation qui complique davantage la vulnérabilité d'une

grande fraction de la population nationale.

Cet aspect de la Vulnérabilité est peut être le résultat des échanges commerciaux (*import/export*) du point de vue alimentaire entre Haïti et les pays étrangers qui affichent le plus souvent un solde commercial déficitaire, soit 102,212,000 us pour la période allant de janvier à avril de cette année avec les USA. L'année dernière, ce solde était de 108,436,000 us. Bien que le solde commercial par rapport à l'année dernière ait diminué, le rapport alimentaire¹ reste très bas, il oscille aux environs de 7%, les exportations alimentaires ne couvrent qu'une infime partie des dépenses alimentaires.

Tableau 2 - Rapport alimentaire

Activités/Année	2002 (janvier avril)	2003 (janvier avril)
Importation alimentaire (en millier de dollars)	116136	109232
Exportation alimentaire (en millier de dollars)	7700	7020
Rapport alimentaire	6.56 %	7

Source : CNSA, d'après USDA

Situation du pays

Situation Alimentaire pour la période Avril-juin 2003

Antécédents Immédiats

Le trimestre Janvier/Mars 2003 avait été marqué par une grande sécheresse qui avait frappé tout le pays. Cette situation avait non seulement touché la production agricole mais avait mis également en péril la survie des animaux, faute de fourrage et d'eau. La perte des récoltes qui s'en était suivie avait aggravé une situation déjà précaire résultant de la mauvaise saison de juillet/Août dans les mornes. Certains départements avaient fait l'objet de diagnostics rapides qui les avaient placé sur la liste des zones sinistrées devant bénéficier d'une intervention d'urgence. Tel avait été le cas pour le Plateau Central et le Nord-ouest.. Globalement le fossé entre les besoins énormes de la population et les disponibilités alimentaires limitées n'ont pas cessé de se creuser accélérant l'exode rural et la migration de la population active vers la République dominicaine. L'activité agricole en Haïti, à dominante pluviale, engage presque la totalité des ménages ruraux et est par conséquent leur principale source de revenus. Donc la fin du mois de mars a retrouvé le monde rural dans l'attente des premières pluies annonciatrices du Printemps et la reprise des activités agricoles.

Evolution de la situation climatique au cours du trimestre et ses effets sur la production agricole

Sur tout le territoire national on a observé un bon démarrage de la saison des pluies. Partout on a eu un

mois d'avril pluvieux. La reprise des activités agricoles, amorcées dès la fin du mois de mars dans certains départements, a connu une accélération. L'interprétation des images satellitaires (FEWS-Haïti:NDVI) concorde parfaitement avec les relevées pluviométriques des Directions Départementales Agricoles qui, dans certains cas affichent des quantités de pluies supérieures à la moyenne des dix dernières années en cette période. En moyenne les départements ont reçu plus de 200 millimètres de pluies au cours du mois d'avril, Les pluies sont mal réparties, elles sont concentrées autour de la deuxième décade. La troisième décade a été la moins pluvieuse avec une moyenne de 22.29 millimètres. Situation nuisible aux cultures qui en avaient besoin à ce moment précis pour éviter des stress hydriques.

Donc le mois d'Avril contraste avec celui de Mars car là où la sécheresse sévissait il y a un mois à peine on observe des inondations qui ont hypothéqué la réussite même de la saison agricole. Tel a été le cas dans le Nord-ouest, le Nord. Du point de vue de la couverture végétale, l'observation satellitaire montre que le pays reverdit sauf certaines zones côtières du Nord-ouest, du Sud et du Sud-est et de la Gonâve. Cette tendance semble se refléter sur l'île entière. Dans l'ensemble Plus de 92% des parcelles étaient dans une phase végétative satisfaisante voire excellente pour certaines.

L'espoir suscité par le bon démarrage de la saison, en Avril, s'est un peu estompé au cours du mois de Mai 2003. En effet la première quinzaine du mois de mai a été sèche sur plusieurs départements tels que le Nord-ouest, le Haut Artibonite, le Sud-est, l'Ouest (en moyenne

¹ Rapport entre les exportations et importations alimentaires

48.57 mm). Les pluies se sont concentrées sur une seule décennie (93.08 mm en moyenne au cours de la deuxième décennie) . Ce qui n'aide pas les cultures dans leur phase de croissance et de floraison. Les plantations précoces et les champs de haricot sont les plus touchés. Globalement la pluviométrie au cours du mois de mai n'a pas été mauvaise (145.72 mm en moyenne) et la couverture végétale qui s'en est résultée a mis en évidence un pays emblavé mais pas trop vert. Malgré cela la phase d'épiaison était jugée satisfaisante

Le mois de juin a connu quelques chutes de pluies au cours de la deuxième décennie. Mais elles se sont raréfiées à partir de la troisième décennie. Ce sont des pluies sectorielles et d'assez faible intensité , parfois inférieure à 5 mm. Les départements du Nord et l'Artibonite ont été les plus privilégiées. Les départements du Sud, du Sud-est , de la Grand Anse et l'Ouest ont connu près de deux décennies sans pluies. Le traitement des images AVHRR/NDVI du mois de juin confirme un arrêt des pluies et une couverture végétale de moins en moins verte. L'analyse de la zone côtière du Sud, Sud-est, et du Nord-ouest annonce un retour plutôt de la sécheresse. Ce qui va jouer négativement sur les rendements agricoles au niveau de ces départements et prépare une période de sécheresse assez longue.

Même si globalement à l'échelle du pays la pluviométrie est jugée bonne et les cultures en phase végétative ou de floraison satisfaisante, il convient de signaler certaines spécificités:

- certaines communes du département du Sud-est connaissent une situation proche de la sécheresse car elles n'ont reçu au cours de ces trois mois que des quantités de pluies inférieures à la normale. C'est le cas des communes de La Vallée de Jacmel, des Cotes de Fer, de Belle Anse, Grand Gosier et des Anses à Pitres.

- Le département du Nord a connu des pluies supérieures à la normale ce qui a causé des inondations dévastatrices au niveau de nombreuses communes telles que Milot, Plaine du Nord, Port Margot, Quartier Morin, Dondon, Grande Rivière du Nord, Limbé, Limonade, Bahon, Borgne , L'Acul du Nord, Plaisance.

- Les pluies enregistrées dans le Nord-ouest cette année ont été abondantes et dépassent même la moyenne sur les dix dernières années . On a même enregistré des inondations dans le Far West au cours du

mois d'Avril et les bonnes pluies du mois de Mai ont permis aux agriculteurs de prolonger la phase de préparation de sol et de semis tout au cours de la deuxième quinzaine du mois entraînant l'emblavement des terres jusqu'à 70%. exceptionnelle depuis près de 10 ans.

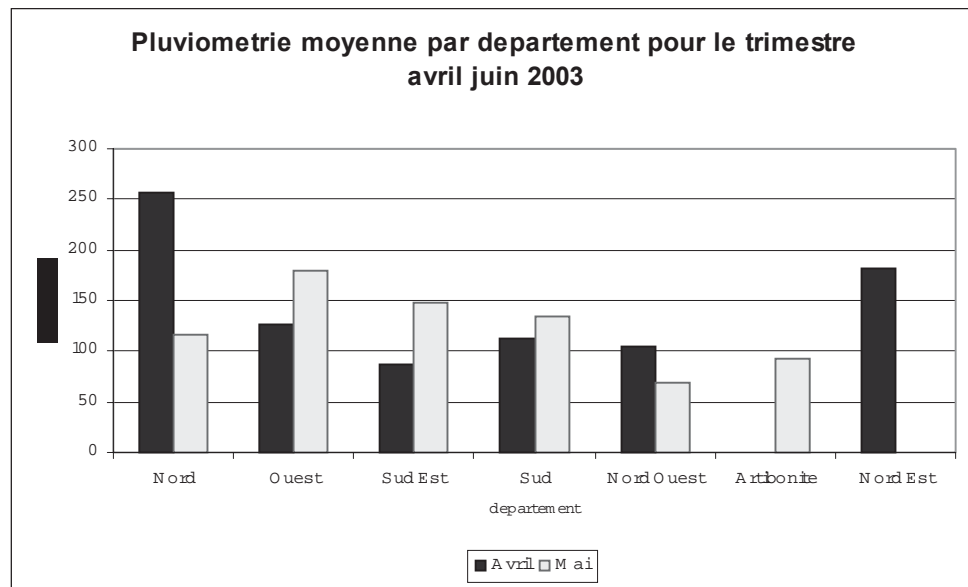
Etat de la disponibilité alimentaire

La longue sécheresse qui a frappé le pays au cours des deux saisons écoulées (juillet-août 2002et Novembre-décembre 2002) a rudement diminué la disponibilité alimentaire dans le pays. Les pertes de récoltes et de bétail enregistrées ont hypothéqué l'offre alimentaire agricole au cours du trimestre Avril/Juin 2003. Situation d'autant plus difficile lorsqu'on considère que le trimestre considéré fait partie d'une période de soudure qui prend fin jusqu'à la fin du mois de juin. Alors la disponibilité alimentaire au cours de cette période devra compter , en grande partie, sur les importations et l'aide alimentaire.

- L'offre nationale de produits alimentaires

Les mauvaises récoltes des deux dernières campagnes agricoles et l'activation de la campagne de Printemps n'ont pas assuré une disponibilité alimentaire satisfaisante à l'échelle du pays. Au cours du mois d'avril

Graphe-1. La pluviométrie



Sources : CNSA, d'après CRS, CARE, MARNDR

le marché se trouve confronté entre deux réalités: l'achat de céréales pour la consommation et/ou pour le semis. Cette hausse des prix de céréales se traduit par des difficultés d'accès à la nourriture surtout pour les ménages à revenu faible aussi bien en milieu rural, agriculteurs qui doivent vivre au jour le jour et assurer la récolte de demain, qu'urbain. Cette rareté des céréales sur les marchés a permis à beaucoup de consommateurs de se tourner vers d'autres produits alimentaires, tels que les tubercules, (igname, patate...) et vers la banane. . Se-

lon les données fournies par le Hillside Agricultural Program (HAP)¹ au cours de ce mois d'Avril les marchés du Sud-est et du Nord ont écoulé sur les principaux marchés de Port-au-prince environ 26.208 régimes de bananes pour le Sud-est et 1962 pour le Nord. Ces deux départements ont déversé environ 223 sacs d'igname jaune et 456 sac de malanga. Quant au haricot (noir, rouge ou blanc) il était rare sur les principaux marchés. Dans cette ambiance de pénurie la récolte des mangues est arrivée à point non seulement pour combler une carence en vitamine mais encore elle constitue une importante source de revenus pour de nombreux agriculteurs du pays et les détaillants urbains. Les plus grandes disponibilités sont observées sur les marchés de certaines communes du Nord, du Nord-est, à Gros Morne dans l'Artibonite.

Une certaine amélioration de la disponibilité alimentaire a été observée dans le Nord-Ouest. En effet les agriculteurs ont récolté au cours de cette période les plantations de céréales et de haricot de Novembre/Décembre.

Les disponibilités du mois de Mai ne sont pas meilleures que celles d'Avril. Les cultures étant en phase végétative et de floraison, et certaines zones telles que le Nord-ouest n'ont pas encore terminé les activités de semis. La récolte des mangues est assez avancée et touche à sa fin dans certains départements tels que le Sud-Est. Les céréales et le haricot sont presque indisponibles sur les marchés. Les données traitées par le HAP sur les marchés du Sud-est et du Nord montrent que la production de banane est en baisse car seules 12.013 régimes ont été répertoriées sur les marchés du Sud-est, et du Nord. Par contre on observe une augmentation de l'igname et des tubercules: 288 sacs

Le mois de juin annonce la récolte de la saison du Printemps. Les plantations précoces déversent déjà sur les différents marchés les récoltes de maïs, de haricot, de riz et de légumes. L'estimation des rendements des céréales (riz, maïs, sorgho) pour la saison du Printemps est partout considérée comme moyenne tandis que celles des légumineuses (haricot, pois inconnu) seront minimes.

La disponibilité en ce début d'Été est moyenne car les zones productrices de riz telles que l'Artibonite, la Plaine des Cayes, Saint Raphaël ont connu une très mauvaise saison par manque d'en-

grais minéraux. Les zones de production de la pomme de terre telles que Forêt des Pins, Kenscoff ont également raté la saison pour les mêmes raisons. Quant aux cultures maraîchères (choux, oignons, etc.) elles ont eu des récoltes moyennes, toujours par manque d'engrais. Cet intrant, indispensable à la production de riz et des légumes se vendait à des prix effarants : 1250 gourdes dans l'Artibonite, 900 gourdes à Kenscoff, 850 gourdes à Forêt des Pins, alors que le prix de vente au MARNDR est de 225 gourdes. **Cette situation de cherté et de rareté des engrais risque d'hypothéquer la prochaine campagne de riz et de pomme de terre qui s'annonce déjà dans certaines zones. À ce problème cherté des engrais peut être ajouté celui de la qualité des semences. Au niveau de tous les départements, les agriculteurs sont unanimes. Les semences sont de mauvaise qualité ce qui entraîne des rendements faibles. L'indisponibilité de la main d'oeuvre est considérée au même titre que les semences comme un facteur limitant le bon déroulement de la campagne agricole.**

Au cours du mois de juin on peut parler d'une certaine disponibilité alimentaire agricole, mais elle sera de courte durée, car l'offre en produits agricoles se révélera rapidement insuffisante et les ménages agricoles n'auront pas la possibilité de stocker des réserves. Il est généralement connu, que privé de sources de revenus financiers, le producteur céréalier même excédentaire se transforme en vendeur courant pour gagner de l'argent liquide afin de faire face à toutes ses priorités, devient pendant la soudure, un acheteur net dépendant du marché.

- Les importations alimentaires

Les importations alimentaires au cours de ce trimestre ont atteint, en volume, 91,880.03 Tonnes métriques. Les importations de riz et de sucre occupent respective-

Tableau-3 Aide et importations alimentaires pour le trimestre avril-juin

Disponibilité Alimentaire du pays pour le trimestre avril-juin 2003				
COMMODITÉS	IMPORTATIONS ALIMENTAIRES	AIDE ALIMENTAIRE	TM Total	TEC
Riz	31,711.78	12,806.00	44,517.78	48,568.89
Farine/Blé	1,576.85	2,945.00	4,521.85	4,521.85
Produits Végétaux	3,270.76	4,417.70	7,688.46	7,803.79
Bulgur/Mélange		2,946.03	2,946.03	3,125.73
Autres céréales	12.23	625.01	367.24	676.11
Total Céréales	36,571.62	23,739.74	60,311.36	64,696.38
Produits Laitiers	2,356.08	615.00	2,971.08	3,241.45
Huiles et Graisses	9,934.10	4,402.76	14,336.86	38,451.45
Viandes et Dérivés	7,815.85	5,148.24	12,964.09	10,604.62
Sucre et Sucreries	30,664.10	335.22	30,999.31	37,571.16
Autres non céréales	4,539.16	5.03	4,544.19	5,507.56
Total Non Céréales	55,309.28	10,506.25	65,815.53	95,376.25
Total	91,880.90	34,245.98	126,126.88	160,072.63

¹ Programme agricole géré dans les départements du Nord et du Sud Est

ment 27.77% et 22.77% du volume total. Globalement, les données disponibles montrent que les importations alimentaires enregistrées pour la période avril-juin totalisent la somme de 42,045,637.87 USD.

- L'aide alimentaire

L'aide alimentaire dont bénéficie Haïti transite, en partie, par certaines ONG américaines, européennes et par le Programme Alimentaire Mondial. Mais dans sa quasi totalité cette aide est monétisée par le Bureau de Gestion de l'Aide Alimentaire, le PL-480.

Au cours de ce trimestre de semis et de plantation ayant entraîné une rareté des produits agricoles sur le marché, l'aide alimentaire a couvert une bonne partie de la disponibilité alimentaire. Cette aide alimentaire est distribuée par certaines ONG spécialisées financées par l'USAID (CRS, CARE, SAVE THE CHILDREN), l'Union Européenne (BND), et le PAM. Environ 34,245.98TM ont été distribuées par ces Institutions au cours du trimestre. Les cantines scolaires et les centres de récupération nutritionnelle, les projets de développement faisant appel au Food For Work (FFW) ont été les principaux bénéficiaires de cette aide.

En plus de cette aide distribuée directement par les institutions à travers leurs zones d'intervention et les canaux traditionnels, le Bureau de Gestion de l'Aide Alimentaire a monétisé de janvier à juin 2003 différents dons provenant de l'Union européenne (76.000T.M de blé), du Japon (10.000 T.M de riz) et du PADF (16.000T.M de farine). Ces différents produits combinés à ceux distribués par les autres institutions ont constitué

l'essentiel de l'aide alimentaire disponible en Haïti au cours du trimestre Avril/juin2003.

Les prix et l'accès aux aliments

La hausse du taux de change depuis le mois de Février et la flambée des prix qu'elle a provoqué a eu des conséquences néfastes sur l'accès des ménages urbains et ruraux aux produits alimentaires. En effet l'inflation liée au secteur alimentaire a poursuivi sa progression tout au cours du trimestre. Elle a été de 35.87% en Avril et 37.90% en mai. Même si on a observé une certaine décélération du rythme d'accroissement de cette inflation de Mai à Avril. Malgré tout, les prix restent quand même très élevés dans les super marchés urbains et dans les marchés publics de la capitale et des villes de province. Cette situation liée à l'augmentation du prix des importations n'a pas décéléré malgré une baisse significative du taux de change observée depuis la fin du mois de Mars. Cette inflation alimentaire ronge l'épargne des ménages et les oblige à dépenser beaucoup plus d'argent pour acquérir de la nourriture au détriment des autres dépenses prioritaires comme la santé, l'éducation.

Les effets cumulés des mauvaises campagnes agricoles précédentes ont été à la base de la pénurie, surtout en céréales et en haricot, observé sur les différents marchés de consommation. A la fin du mois de mars et au début du mois de mai le dilemme se pose entre la possibilité d'acheter des produits locaux pour la consommation et/ou pour les semis du Printemps. Situation qui a créé une sorte d'inflation sur les céréales et le haricot

en particulier. Les tubercules et les racines, utilisées en substitut ont connu également une certaine appréciation.

Au cours de la saison du Printemps certains produits de première nécessité ont subi des augmentations considérables :

- le haricot a connu un prix moyen de 111.62 gourdes la marmite en avril contre 116.24 gourdes en mai. Les prix les plus élevés ont été observés sur les marchés du Sud-est : 134.40 gourdes en avril contre 126.50 gourdes en mai.

Tableau-4. Les prix des produits alimentaires (en gourdes) durant les mois d'avril et de mai 2003

Département/Produits ¹	Date	Haricot	Mais	Riz	Huile	Charbon	Banane
Nord	Avril	126.04	51.75	62.04	198.33	170.31	
	Mai	116.83	56.57	62.47	184.17	172.22	156.25
Ouest	Avril	80.00	37.50	60.83	155.00	250.00	
	Mai	110.83	42.83	58.75	142.86	283.33	
Sud Est	Avril	134.40	47.86	64.75			
	Mai	126.50	52.50	62.00			
Nord Ouest	Avril	125.67	40.50	66.25	183.80	107.40	194.00
	Mai	131.70	34.40	57.60	179.40	104.33	170.60
Sud	Avril	100.00	45.63	57.25	176.88	104.25	78.50
	Mai	108.00	42.25	54.95	168.00	110.00	94.00
Haut Artibonite	Avril						
	Mai	117.62	38.70	50.28			
Bas Artibonite	Avril	112.50	40.50	46.17			
	Mai	103.56	40.00	44.66			
Prix moyen	Avril	111.62	43.94	62.02	181.27	148.50	136.25
	Mai	116.24	44.76	56.74	168.24	168.24	140.28

Source : CNSA, d'après CRS, MARNDR, ODVA et CARE

¹ L'unité de vente des produits céréaliers c'est la marmite, le gallon pour l'huile, le sac pour le charbon et le régime pour la banane

- D'avril à mai au niveau national le prix du maïs a connu une hausse, passant de 43.94 gourdes la marmite en avril à 44,76 gourdes en mai. Le département du nord a connu les prix les plus élevés 51,25 gourdes la marmite en avril contre 56.52 en mai. Paradoxalement, les prix les plus bas ont été observés sur les marchés du Far West. Cette période correspondait à la récolte de fin avril/mai dans la zone.

- Sur tout le territoire les prix du riz, principale céréale de consommation en Haïti, ont chuté d'avril à mai, la moyenne nationale est passée de 62.02 gourdes à 56.74 gourdes. Les prix les plus bas sont enregistrés sur les marchés du bas Artibonite (40,50 gourdes en avril, 40 gourdes en mai)

- Le gallon d'huile de cuisine a suivi la baisse du riz. La moyenne nationale qui était de 181.27 en avril est passée à 168.24 gourdes en mai.

Le suivi de la Sécurité alimentaire au cours du trimestre Avril-juin 2003 a révélé que les conditions climatiques étaient réunies pour permettre la réalisation d'une bonne campagne agricole.. La réussite de la campagne du Printemps aurait permis d'atténuer la faible disponibilité alimentaire occasionnée par la perte des deux saisons précédentes. Mais les différentes contraintes observées tout au cours du déroulement de la saison laissent augurer de très faibles récoltes pour certaines cul-

tures telles que le haricot, les légumineuses, la pomme de terre. Quant au riz, maïs, sorgho et légume, les rendements seront moyens. En effet, les planteurs du pays sont unanimes à reconnaître que les semences utilisées pour le semis des céréales (maïs, sorgho) et du haricot **étaient de mauvaise qualité** et ne garantissaient pas un bon rendement. C'est le même cas pour les planteurs de pomme de terre de Kenscoff ou du morne des Commissaires qui utilisent des semences dégénérées. Ce problème de la qualité des semences a été aggravé par **la rareté et la cherté des engrais minéraux**. Pour parer à cette difficulté, les agriculteurs ont diminué les superficies emblavées habituellement ou ont réalisé les plantations sans cet intrant indispensable à la réussite de la campagne agricole. D'autre part, **l'indisponibilité de la main d'oeuvre** complique la situation des agriculteurs qui doivent faire face à des coûts de production de plus en plus élevés. Si la situation perdure, on pourrait assister à une disparition progressive du métier d'agriculteur et la disponibilité alimentaire nationale dépendra de plus en plus des importations alimentaires et de l'aide alimentaire.

Par contre, l'amélioration des politiques de commercialisation et de contrôle de la vente des intrants agricoles et des semences pourrait faire accroître de façon significative l'offre de produits alimentaires et par voie de conséquence réduire l'insécurité alimentaire

Nous avons rencontré pour vous :



LE PROJET PPI ET LA SECURITE ALIMENTAIRE EN HAITI

En 1996, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont réunis à Rome à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et ont défini un ensemble d'actions pour lutter contre la faim dans le monde.

En Haïti, de nombreuses initiatives sont en cours depuis lors pour enrayer, endiguer et faire obstacle à ce mal en l'attaquant dans ses racines. Le Gouvernement actuellement au pouvoir, dans son plan quinquennal 2001-2006, vise entre autres à réduire la pauvreté et à promouvoir la sécurité alimentaire pour tous en Haïti. Plusieurs projets du MARNDR, dont le projet de réhabilitation des petits périmètres irrigués, connu sous le nom de Projet PPI, s'inscrivent dans ce cadre. Ce projet est le résultat des efforts de l'Etat Haïtien, de la Communauté Internationale particulièrement du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). L'équipe de la CNSA s'estime heureuse de partager avec les lecteurs de ce bulletin, le montage et certains des résultats de ce projet.



PRESENTATION DU PROJET PPI

C'est un projet pilote qui intervient à travers quatre (4) départements géographiques du pays : Nord'Ouest, Artibonite, Ouest et Sud. Il a été conçu pour une durée de sept (7) ans. Il a démarré en juin 1996 et sa phase d'investissements prendra fin le 30 septembre 2003. Son objectif global est de contribuer à augmenter le revenu de ses bénéficiaires. Comme objectifs spécifiques, il vise essentiellement à : 1) Réhabiliter les petits périmètres irrigués sélectionnés (plus de 5000 ha) et transférer leur gestion aux usagers de l'eau d'irrigation (environ 7000 usagers); 2) Appuyer ces derniers dans la mise en valeur agricole de leurs terres cultivables.

Pour atteindre ces objectifs, un montant de \$ US 22.314.000,00 a été alloué au Ministère de l'Agriculture. Ce montant est financé par le Fonds International de Développement Agricole, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, l'Agence Française de Dévelop-

pement et le Gouvernement Haïtien, respectivement à hauteur de 47 %, 15%, 23 % et 15%.

La gestion de ce Projet se fait conjointement par des fonctionnaires du MARNDR et des cadres contractuels recrutés, en privilégiant comme axes stratégiques : l'approche participative, la responsabilisation des bénéficiaires vis à vis des investissements, le partenariat entre le secteur privé et le secteur public.

En effet, il a été créé une Unité d'exécution dénommée Unité PPI, responsable de la gestion globale du Projet. Cette Unité dépend directement de la Direction Générale du MARNDR et est composée d'une Direction, de Cinq (5) volets techniques (Génie Rural, Animation, Vulgarisation Agricole, Administration / Comptabilité et Suivi-évaluation) et des représentants du Projet dans ses zones d'intervention.

Le Projet s'exécute sur le terrain par des Opérateurs Partenaires Spécialisés (des firmes, bureaux d'études, ONG et consultants recrutés) en étroite collaboration avec, les bénéficiaires, les représentants du Projet dans chaque zone d'intervention et neuf (9) Bureaux Agricoles Communaux (BAC), lesquels relèvent administrativement de quatre (4) Directions Départementales Agricoles (DDA):

- DDA Nord'Ouest : deux BAC (Port-de-Paix et Bassin Bleu)
- DDA Artibonite : deux BAC (Verrettes et St Marc)
- DDA Ouest : deux BAC (Grand Gôave et Petit Gôave)
- DDA Sud : deux BAC (Port-à-Piment, Roche à Bateau et Les Anglais).

Un Comité de Coordination (CC) est chargé de la supervision générale du projet. Il est composé des Entités suivantes du MARNDR: la Direction Générale du MARNDR (DG), la Direction des Infrastructures Agricoles (DIA), La Direction du Projet PPI, la Direction Administrative du MARNDR, la Direction de Production Végétale (DPV), la Direction de la Recherche Agricole, la Direction de Formation et de Promotion des Entrepreneurs Agricoles (DFPEA), la Direction de l'Economie Agricole et de la Planification, les Directions Départementales Agricoles (DDA) concernées par le projet (Artibonite; Ouest ; Sud ; Nord-Ouest) .

Quelques-uns des "Realisations et Resultats" Enregistres

Le projet PPI, eu égard à ses réalisations, ses résultats étant en rapport avec son objectif global d'augmentation du revenu de ses bénéficiaires, a agi dans le sens de l'amélioration de la sécurité alimentaire en Haïti, c'est à dire de l'augmentation du niveau d'accès des Haïtiens (Hommes et femmes), à tout moment, à une nourriture en suffisance permettant de mener une vie saine et active. On peut noter, entre autres, quelques résultats enregistrés à date, grâce au débours d'environ 10 millions de dollars américains, et à l'implication effective des instances concernées dans la gestion de ce projet :

1) Extension des Périmètres Irrigués

Environ 7000 usagers, répartis au niveau de 32 *petits périmètres irrigués totalisant une superficie de plus de 5000 hectares de terre, pourront irriguer leurs parcelles, d'ici au 30 septembre 2003*. Plus de la moitié de cette superficie est nouvellement irriguée grâce à l'intervention du projet. A noter que des prises « tyroliennes, fusibles » et de « type drainage », sont expérimentées respectivement sur les périmètres de la zone des Côteaux et de celle de Petit Goâve. Les premières, celles de Petit Goâve, fonctionnent très bien et donnent de très bons résultats. Tandis que les prises des Côteaux connaissent actuellement certaines difficultés, liées à la nappe souterraine, qui empêchent leur bon fonctionnement.

2) Gestion des Systèmes d'Irrigation

170 groupements d'usagers et 24 associations, grâce à l'appui du projet PPI, assurent la gestion de l'eau au niveau des périmètres ciblés... En ce sens, six (6) contrats de gestion sont déjà signés entre le MARNDR et des Associations d'Irrigants. Ce qui aura permis de diminuer au niveau de ces périmètres irrigués: a) le rôle de l'Etat dans la gestion des systèmes d'irrigation, b) les conflits pour l'eau d'irrigation c) et de favoriser un meilleur accès de l'ensemble des usagers à cette ressource indispensable.

3) Vulgarisation des Techniques Hydro-agricoles

La vulgarisation de nouveaux paquets techniques, la formation de plus de 3000 agriculteurs à la gestion organisationnelle, à l'amélioration des techniques de production qui font augmenter le rendement des principales cultures dans les zones d'intervention du projet: le rendement moyen du haricot passe de 0,2 t/ha à plus de 0,8 t/ha, celui du maïs varie de 1t/ha à plus de 2,5 t/ha. En même temps des techniques de conservation et de transformation des produits agricoles sont vulgarisées en vue d'augmenter le revenu agricole des agriculteurs ;

4) Accroissement des Revenus Non Agricoles

Réalisation par les agriculteurs, à côté des activités agricoles, **d'autres activités génératrices de revenu**. A noter : a) la transformation des produits agricoles et le commerce des produits dérivés (« papita », croquignole, gâteaux, etc.) réalisées par les femmes, b) la spécialisation de certains agriculteurs en vendeurs de services (irrigation, aspersion, production de semences, attelage, intrants agricoles...)

5) Identification de Nouveaux Marchés

Des tentatives d'identification de nouveaux marchés et de « formes de partenariat entre les agriculteurs et des institutions nationales et internationales »... Par exemple, les agriculteurs ont négocié avec l'Ambassade du Canada via la PADF/HAP pour la production et la commercialisation du piment ; avec CARITAS (Sud)... pour l'accès au crédit ; avec le MARNDR, des entreprises

nationales et de la République Dominicaine pour l'approvisionnement en intrants ; etc.

6) Renforcement Institutionnel

Processus de consolidation, par les Structures Déconcentrées du MARNDR, des acquis enregistrés dans le cadre de ce projet. Cette initiative a été prise par les actuels Ministre et Directeur Général du MARNDR de concert avec les autres partenaires concernés : l'Equipe d'exécution du Projet, les Bailleurs de Fonds, etc. En effet, un an avant la fin de la phase d'investissements du Projet PPI, les Bureaux Agricoles Communaux et les Directions Départementales Agricoles concernés sont dotés de ressources nécessaires pour prendre la relève et poursuivre cet accompagnement.

Eu égard à l'intervention du projet PPI, de 1996 à date le MARNDR a, entre autres : augmenté significativement la capacité de plus de 7000 bénéficiaires directs de produire leur propre nourriture et d'autres biens ou services dont la vente permettra l'achat

de nourriture. De plus, grâce à : l'approche participative utilisée, la responsabilisation des bénéficiaires et des structures déconcentrées du MARNDR vis à vis des investissements réalisés, et grâce au réseau de relations de solidarité développées entre les agriculteurs ; ce **processus cumulatif de réduction de vulnérabilité alimentaire** présente certaines garanties pour le présent et le futur.

Dans ce pays où, selon la dernière enquête de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, 2003), 64% de la population rurale vit au dessous du seuil de la pauvreté (moins d'un U\$ 1 per capita par jour), un tel projet doit être répété, tout en l'adaptant, dans d'autres zones parce qu'il vise à assurer directement la promotion, sous toutes ses formes, de petits entrepreneurs agricoles qui sont victimes de plus de deux cents ans d'exclusion économique et sociale, et à la responsabilisation de ces derniers vis à vis des solutions à apporter aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Sujet du jour



Prévenir pour guérir :

L'alerte précoce, un moyen efficace

Il existe à travers le monde, principalement dans les pays sous-développés divers systèmes d'informations sur la sécurité alimentaire. Leur finalité est de mettre à la disposition des décideurs des outils analytiques leur facilitant le ciblage et la mise en œuvre de leurs interventions. La majorité des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire existant se répartissent en trois types principaux répondant à des objectifs propres : 1) Suivi de la production vivrière, 2) Systèmes d'information sur les marchés, 3) Suivi de l'état nutritionnel des populations. Ces systèmes, isolément ou ensemble, permettent aux décideurs d'effectuer selon les besoins, le suivi des disponibilités alimentaires, de la stabilité des approvisionnements ou de l'accès de tous aux aliments.

Gérer et prévenir les crises alimentaires : objectif premier d'un Système d'Alerte Précoce

Il est aujourd'hui indispensable de prévenir pour éviter des conséquences désastreuses sur la sécurité alimentaire dans les court, moyen et long termes. Un Système d'Alerte Précoce (SAP) concerne avant tout les phénomènes à caractère conjoncturel. Cependant, les informations collectées peuvent parfois être utilisées dans le suivi général de la sécurité alimentaire. Un tel système est conçu de façon à fournir régulièrement et à temps, des informations pertinentes sur l'évolution des

variables susceptibles d'affecter la sécurité alimentaire des ménages. Il permet ainsi de mettre en branle, dans les délais opportuns, les interventions appropriées d'assistance et de réhabilitation.

Le présent article se propose, en focalisant sur un système d'alerte existant actuellement au niveau local en Haïti - le Système d'Alerte Précoce du Nord'Ouest -, de présenter les efforts actuels en vue de l'établissement d'un Système d'Alerte Précoce national.

Nécessité d'un Système d'Alerte Précoce en Haïti

Dans la région Amérique Centrale et Caraïbe, Haïti représente, après Cuba, le pays le plus affecté par les catastrophes naturelles (cyclones, inondations, sécheresse, etc.)¹ Les inondations et les cyclones ont eu un impact des plus néfastes en termes de nombre de morts et de pertes au niveau de la production agricole. De 1954 à 2001, 27 cyclones ont été répertoriés en Haïti, tandis que de 1968 à 1997 89 inondations ont été enregistrées ; de 1968 à 2000, 10 sécheresses majeures ont sévi, entraînant la disette pour des milliers de personnes.

Les interventions anthropiques sur la nature, tel le déboisement qui s'accroît ces dernières années, sont aussi de nature à augmenter la récurrence des inondations, de l'érosion et de la sécheresse. Tous ces phénomènes naturels ont des impacts sur la sécurité alimentaire. Sans informations pertinentes, il est difficile d'an-

¹ Carte et Etude des Risques et de la Vulnérabilité en Haïti, OXFAM, 2002

ticiper une crise et d'en prévoir les conséquences.

Antécédents des Systèmes d'Alerte Précoce en Haïti

Le précurseur en Haïti d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) a été le Système d'Information Intérimaire sur la Sécurité Alimentaire (IFSIS). Celui-ci a été mis sur pied en 1996 par l'USAID et quelques ONG¹ partenaires, afin de répondre à leurs besoins spécifiques en information, mais aussi en vue de pallier la détérioration des systèmes sectoriels d'information. Des problèmes de fonctionnalité et de continuité se posèrent, ce qui porta l'USAID en 1996 à appuyer les efforts de mise en place par la CNSA (qui venait juste de naître) d'un système de suivi de la sécurité alimentaire.

L'objectif général de ce système était de « renforcer la capacité de planification et de prise de décision des acteurs, tant étatiques que de la société civile, dans la mise en œuvre d'une politique appropriée et de programmes réalistes en matière de sécurité alimentaire ».

Cependant, jusqu'en été 97, aucun processus d'analyse de données conjoncturelles n'existait pour la prévention des incidences des risques naturels sur la sécurité alimentaire ; la sévère sécheresse qui a frappé le Nord-Ouest à cette époque, a suscité une prise de conscience collective et la mobilisation de plusieurs secteurs. L'État avait dépêché plusieurs missions de diagnostic sur le terrain. La CNSA et certaines ONG fonctionnant dans la zone (CARE, PISANO, AAA) entreprirent une collecte spécifique de données primaires sur les prix des produits alimentaires. Cette activité a été maintenue en attendant la restructuration des systèmes d'information étatiques.

Le Système d'Alerte Précoce du Nord-Ouest (NEWS)

Le Système d'Alerte Précoce du Nord'Ouest (NEWS)² avait pris naissance. Il a été mis en place par la CARE avec l'appui de la CNSA et de Chemonics³ en juin/juillet 1997 et le premier numéro de son bulletin mensuel a été publié en octobre 97.

L'objectif principal du NEWS est de collecter et de fournir des informations objectives avec suffisamment d'anticipation pour permettre des interventions appropriées qui pourraient atténuer l'im-

pact des désastres naturels, principalement la sécheresse.

Le Système d'Alerte Précoce du Nord-Ouest suit essentiellement des indicateurs de disponibilité et d'accès aux aliments. Ceux-ci sont basés sur la pluviométrie (en particulier l'étendue et le degré d'impact d'une insuffisance de précipitation sur la production agricole), sur l'évolution des prix des aliments, et sur les stratégies de survie et d'adaptation consécutives à une crise alimentaire.

Ainsi, un manque de précipitations pendant deux décades consécutives durant des stades critiques du cycle cultural, et des fluctuations à la hausse des prix alimentaires pendant plus de deux quinzaines, sont considérés comme de possibles signaux d'alerte.

Une enquête rapide est alors réalisée pour évaluer les efforts d'adaptation de la population aux chocs engendrés par la crise (migration, vente d'animaux femelles ou de jeunes animaux, placement d'objets de valeur dans les maisons d'affaires, production accrue de charbon, etc.)

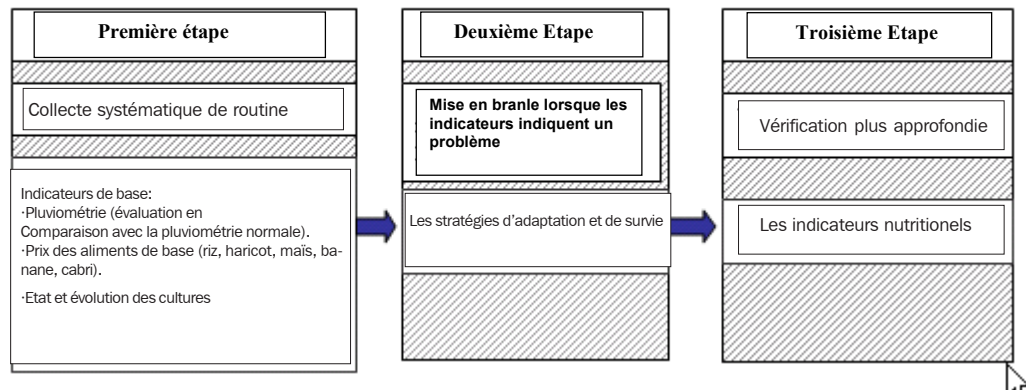
Une troisième étape plus tardive est parfois réalisée : la collecte d'indicateurs nutritionnels (indicateurs tardifs) pour évaluer le degré de gravité de la crise.

Les indicateurs décrits ci-dessus ont été choisis sur la base d'enquêtes établissant une connaissance précise des profils de vulnérabilité de la zone. Ces profils permettent de prendre en compte des réalités socio-économiques et géographiques spécifiques à chaque zone.

Le NEWS, une dimension multi-institutionnelle

Le NEWS, comme tout système d'informations regroupe les opérations de collecte, de transmission, de traitement et d'analyse des données, ainsi que de diffu-

Les indicateurs sont collectés en trois étapes suivant le schéma ci-dessous.



¹ ADRA, CARE, CRS.

² Le mot NEWS est généralement utilisé pour désigner ce système. NEWS : North West Early Warning System.

³ Chemonics, a fourni une assistance technique à la CNSA dans le cadre du projet EFS-II de l'USAID

sion de l'information. L'originalité du système, est qu'il est le fruit d'une intégration de plusieurs partenaires institutionnels basés directement dans le Nord-Ouest.

Les activités de collecte des données étaient réalisées par le Projet Intégré de Sécurité Alimentaire du Nord-ouest (PISANO⁴) jusqu'en juin 2000, par le projet PASAAP⁵ de Agro Action Allemande et par le staff des projets PLUS⁶ et SEAD⁷ (jusqu'en décembre 2001) dans leur territoire respectif d'intervention. Actuellement, les données pour le NEWS sont principalement fournies par le projet DAP II Agriculture de la CARE Haïti, et par l'ANOSA⁸ (Action dans le Nord Ouest pour la Sécurité Alimentaire). Le traitement et l'analyse des données, ainsi que la publication/diffusion du bulletin du NEWS sont pris en charge par CARE.

Vers un SAP National

Le diagnostic du NEWS, la prise en considération des contraintes actuelles de mise en place de systèmes d'informations sur la sécurité alimentaire et l'alerte précoce en Haïti, ont conduit la CNSA à envisager une démarche progressive vers un SAP National. Cette approche s'appuie sur un partenariat étroit avec les institutions intéressées à y participer.

Actions actuellement entreprises

Tout récemment (2002) La CNSA, dans le but de mettre sur pied un Système National d'Alerte Précoce (SNAP) a réalisé conjointement avec la FAO, un diagnostic approfondi du SAP du Nord-ouest ; cette expérience pilote mérite d'être exploitée au maximum dans la mise

en place du système national.

L'État

Il est important que l'État soit impliqué dans un tel système afin d'en garantir la pérennité. La restructuration du système d'information statistique du MARNDR est loin d'être terminée. En dépit de ces limitations, un dispositif de collecte de données sur la pluviométrie et l'état ainsi que l'évolution des cultures, est actuellement mis sur pied, avec comme fer de lance, les Directions et Sous-Directions départementales du Ministère de l'Agriculture. L'infrastructure de collecte de données primaires n'est pas encore totalement mise en place et pour pallier cette situation, la CNSA utilise dans certains cas, des informations qualitatives recueillies à partir de formulaires conçus à cet effet. Cette collecte d'indicateurs proxi concerne les prix agricoles, la pluviométrie, la production agricole et quelques stratégies de survie préalablement identifiées. De plus, dans les zones où la collecte des données pluviométriques n'est pas effectuée, les images satellitaires fournies par FEWS-NET Haïti sont utilisées. Celles-ci permettent d'avoir une idée - très approximative - de l'état de la couverture végétale, nous permettant de faire la comparaison avec les informations qualitatives sur la pluviométrie - (encadré no 1).

Partenariat avec la société civile

Depuis plusieurs mois, des réunions régulières ont eu lieu entre l'USAID, les ONG (CARE, CRS, World Vision, Save the Children) et la CNSA pour la mise en place de dispositifs de suivi de la conjoncture alimentaire dans les zones d'intervention respectives de ces ONG. Un consultant a été engagé en mars 2003 pour l'exécution, en étroite collaboration avec les institutions citées plus haut, des activités suivantes :

Encadré No 1 • Les Cartes d'Anomalie AVHRR NDVI

Le Radiomètre Avancé à Très Haute Résolution (*AVHRR*) est un instrument imageur multi-spectral qui s'est montré précieux dans de nombreuses applications dans le monde entier. *AVHRR/3* est la dernière version embarquée à partir de *NOAA-K* sur les satellites américains et sur les satellites *Metop* d'*EUMETSAT*. Depuis ces satellites, il fournit une vue globale des nuages deux fois par jour, ainsi que de fréquentes images des surfaces terrestres et maritimes. C'est l'instrument standard pour la cartographie mondiale de la végétation à une résolution d'un km, et il observe aussi les températures de surface de la mer et l'étendue des glaces.

Les images NDVI (Normalized Difference Vegetation Index) prises par le Radiomètre fournit la mesure de la verdure et reflète la densité de chlorophylle contenue dans la couverture végétale terrestre. En général, des valeurs élevées de l'indice NDVI indiquent une plus grande densité de la végétation.

NDVI est défini par le rapport : $(NIR - RED)/(NIR + RED)$ où NIR représente la bande proche de l'infrarouge (Near-InfraRed band) et RED la bande de rouge visible. Les zones où le NDVI de la quinzaine en cours est plus élevé que la moyenne bimensuelle (1981-2001) apparaissent dans des nuances de vert tandis que les zones où le NDVI de la quinzaine en cours est inférieur à la moyenne sont présentées dans des nuances de rouge.

⁴ Projet issu de la coopération entre les gouvernements Allemand et Haïtien. Ce projet a pris fin depuis l'an 2000.

⁵ PASAAP: Projet Allemand de Sécurité Alimentaire par Auto Promotion

⁶ PLUS: Productive Land Use System est un volet agricole du programme DAP développé par la CARE.

⁷ SEAD : Small Economic Activities Développement (CARE)

⁸ANOSA: Action dans le Nord-Ouest pour la Sécurité Alimentaire, projet de développement coopératif du Gouvernement Allemand et du gouvernement Haïtien.

- **Etablissement de profils de vulnérabilité des zones d'intervention**

Il s'agit ici de collecter les informations sur les risques qui menacent les différentes communautés ainsi que leurs ressources et potentialités pour y faire face. La qualité et le niveau de ces dernières déterminent leur capacité de réponse et les stratégies alternatives qu'elles peuvent développer en situation de crise alimentaire. Cette connaissance permettra un choix pertinent d'indicateurs à suivre. On peut cependant s'attendre à ce que ceux-ci soient sensiblement identiques d'une zone à l'autre. Néanmoins, c'est surtout le cadre d'analyse, établi en fonction des profils des zones qui sera plus spécifique à la réalité particulière des zones.

- **Développement des outils de suivi**

Ceci concerne la conception et la production des différents outils de mise en place du système : la liste des indicateurs à suivre, les outils et supports de collecte (fiches, formulaires) et de saisie ainsi que les méthodologies ; les cadres d'analyse, les guides de supervision, les outils de formation etc. L'expérience acquise par le NEWS sera précieuse dans la mise en place de cette étape. Toutefois, certains aspects de la méthodologie de celui-ci seront révisés ou renforcés. L'étape subséquente au développement des outils est évidemment la mise en place des structures de collecte avec le choix des sites de collecte. Déjà, des mises en situation sont réalisées au sein de certaines ONG (World Vision, CRS) qui, dans le cadre d'expériences pilotes, ont déjà installé des pluviomètres et mis en place des activités de collecte de données sur la pluviométrie et les prix.

Pour terminer, nous nous permettons d'insister sur deux points :

Un système national d'alerte précoce doit impliquer de façon **réelle**, tous les acteurs engagés dans la sécurité alimentaire. Ceci est important pour deux raisons :

- **L'objectif final du système** est la pertinence des réponses institutionnelles aux épisodes aigus d'insécurité alimentaire par la mise à disposition d'informations fiables et opportunes. Il est donc important que la structuration d'un tel système garantisse une intégration continue entre les recommandations du système de suivi, les décisions à prendre et la mise en place effective des actions.

- **La réduction des coûts récurrents.** Un système de suivi, quel qu'il soit, est toujours extrêmement coûteux si les dépenses impliquées ne sont pas absorbées – au moins en partie - par d'autres activités. L'implication de toutes les institutions intéressées peut permettre l'utilisation de ressources déjà disponibles au sein de celles-ci, avec comme résultat, un amortissement considérable des coûts.

En dehors de la nécessité d'un rôle déterminant de l'État qui a déjà été soulignée, une appropriation au niveau local (départemental, communal ou autre), est vitale. Ceci garantira non seulement la pérennité de ce système, mais également la pertinence des mesures à tous les niveaux qui seront prises par les institutions tant centrales que locales.

Un SAP national sain est fondé sur l'ensemble des SAP décentralisés, dotés d'un maximum d'autonomie.

Le saviez-vous?

Sécurité alimentaire

Le lundi 25 avril 2003 le Gouvernement haïtien et l'ambassade du Japon en Haïti ont signé deux accords de don totalisant 4,8 millions de dollars américains. Le premier accord d'un montant de 2,3 millions de dollars concerne l'achat d'engrais minéraux qui serviront à l'augmentation de la production agricole. Le second accord, d'un montant de 2,5 millions de dollars, prévoit l'achat de riz.

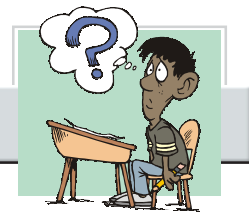
- Au cours de l'exercice fiscal 2003, le Gouvernement américain, par le biais de l'USAID, a alloué à son programme d'assistance alimentaire en Haïti une enveloppe de 31, 957.200 millions de dollars américains. Cette enveloppe, la plus importante de l'USAID, vise à améliorer la santé des populations vulnérables et améliorer les conditions de nutrition des jeunes écoliers grâce aux cantines scolaires établis dans six des neuf départements du pays.

- Sept ans après le lancement du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) en 1996, la

FAO et le MARNDR ont réalisé deux ateliers de travail le 5 et le 30 juin en vue de présenter au public les résultats de cette première phase. L'idée de la formulation d'un Programme National de Sécurité Alimentaire et de Gestion des Ressources Naturelles est une initiative à l'échelle mondiale de la FAO à l'endroit des pays à faibles revenus et à déficit alimentaire. En Haïti, les acquis de cette première phase du programme sont convaincants car il a permis d'augmenter les rendements à l'hectare de certaines cultures telles que le haricot de 0.75 à 1.5 TM, le maïs de 2.5 à 3.5 TM, le riz de 3 à 6 TM, la patate 5 à 16 T.M. Cette expérience a été réalisée dans cinq sites du pays : Laverdure et Pérodin dans l'Artibonite, Dubreuil, Massey et Welch dans le sud.

Environnement et Développement

- Le Système des Nations Unies en Haïti a présenté, officiellement au cours du mois d'Avril 2003, un programme d'urgence pour contrer les effets pervers de la crise multidimensionnelle qui frappe le pays. Ce



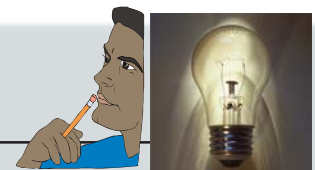
Programme Intégré de Réponses aux Besoins Urgents et Communautés Vulnérables comporte 128 projets totalisant 84 millions de dollars américains. A travers ce vaste Programme, qui sera exécuté dans les quartiers défavorisés de certaines villes du pays et des communes des zones frontalières, le Système des Nations Unies compte toucher environ 3 millions 800 mille haïtiens en situation de pauvreté dont 2 millions 400 mille sont frappés par l'insécurité alimentaire chronique

- La fête du travail et de l'Agriculture célébrée cette année autour du thème : << Restituyon pou travay ka donnen renesans >> a attiré comme à l'accoutumée beaucoup de visiteurs. Tous les départements géographiques ont exposé leurs spécialités culinaires. L'exposition de réchauds et de fours améliorés a occupé

une place de choix parmi les biens domestiques qui peuvent avoir un impact positif sur la protection de l'environnement. Cette foire agro-artisanale a transformé le Champs de Mars en lieu d'attraction et de négoce pendant trois jours.

- Le Projet de Développement du Cadre Réglementaire National de Biosécurité (CBN) a été lancé officiellement le mardi 3 juin 2003. Ce Projet financé conjointement par l'Etat haïtien et le Fonds pour l'Environnement s'inscrit dans le cadre des initiatives enclenchées par l'Etat haïtien pour assurer la diversité biologique et de protéger la population et l'environnement contre les effets néfastes des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM). Ce projet vise, entre autres, à réguler les questions de sécurité et à gérer le système de contrôle y relatif.

Matière à réflexion



Si tu n'étais pas...

Si tu t'es levé ce matin avec plus de santé que de maladie, tu es plus chanceux que le million de personnes qui ne verra pas la semaine prochaine

Si tu n'as jamais été dans le danger d'une bataille, la solitude de l'emprisonnement, l'agonie de la torture, l'étau de la faim, tu es mieux que 500 millions de personnes.

Si tu peux aller à l'église sans avoir peur d'être menacé, torturé ou tué, tu as une meilleure chance que 3 milliards de personnes.

Si tu as de la nourriture dans ton frigo, des habits sur toi, un toit sur ta tête et un endroit pour dormir, tu es plus riche que les 75% des habitants de la terre.

Si tu as de l'argent à la banque, dans ton portefeuille et de la monnaie dans une petite boîte, tu fais partie des 8% les plus privilégiés du monde.

Si tes parents sont encore vivants et toujours mariés, tu es une personne réellement rare.

Si tu es capable de lire ce bulletin, tu viens de recevoir une double bénédiction, parce que quelqu'un a pensé à toi et parce que tu ne fais pas partie des 2 milliards de personnes qui ne savent pas lire

Autre Publication de La CNSA:

HAITI : INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE 2001-2002



Patronnage

Le suivi de la situation alimentaire
présenté dans ce bulletin est réalisé
grâce aux contributions techniques des
partenaires institutionnels suivants :

- Le MARNDR, particulièrement à
travers ses Directions départementales
et ses Bureaux agricoles communaux
- L'IHSI
- Le MEF
- L'ODVA
- La FAO
- Le PAM
- L'USAID
- La CARE,
- Le CRS
- World Vision
- Oxfam-GB
- HAP - Hillside Agricultural Program -

